

03CALAIS Vendredi 18 septembre Page:12/13

LOCALE

18/09/2020

Près d'une centaine de personnes mobilisées pour sauver l'emploi

PAR ARIANE DELEPIERRE
calais@lavoixdunord.fr



Dans le cadre du protocole sanitaire, pas de défilé prévu mais un rassemblement statique.
PHOTO JOHAN BEN AZZOZ

Une centaine de personnes se sont rassemblées hier, de 9 heures à 11 heures, devant l'hôtel de ville. Objectif : mettre la pression sur le gouvernement et participer aux négociations pour « sauver l'emploi » et « gagner le progrès social ».

CALAIS.

Dans ce combat, la CGT a été rejointe par la FSU, la FIDL (syndicat lycéen) et Solidaires. Des agents hospitaliers, des cheminots, des enseignants, des retraités, des dockers, des agents communaux ainsi que des salariés de l'équipementier automobile Schaeffler et de la chambre de commerce avaient sorti leurs pancartes.

Comme le précise Éric Lhironnelle, de l'union locale CGT de Calais, « *le virus est un prétexte à de nombreuses mesures antisociales, à des licenciements. Aujourd'hui, c'est une répétition avant des mouvements de plus grande ampleur.* »

Sur le territoire, il liste les suppressions de postes à DFDS (127) et dans les gares de Calais-centre et Fréthun à la SNCF. Pour les manifestants, c'était aussi l'occasion de retrouvailles : le dernier rassemblement avait eu lieu le 30 juin, devant l'hôpital.

Une vingtaine d'agents du centre hospitalier étaient dans les rangs. « *C'est pire que le monde d'avant. On nous a promis plein de choses pendant la crise sanitaire et on ne voit toujours rien venir* », dénonce Séverine Vasseur, infirmière et secrétaire générale de la CGT hôpital. Elle s'inquiète : « *Avec le décret du 8 septembre, il est possible de licencier des fonctionnaires titulaires.* »

Elle redoute aussi « *un surpoids de travail énorme* » avec l'hospitalisation de personnes âgées qui n'ont pas pu se faire soigner pendant le confinement. « *On n'a pas de lit ni de personnel supplémentaire.* » Olivier Carraud, professeur d'anglais et représentant du SNES-SFU est présent « *pour soutenir les salariés du privé qui perdent leurs emplois. Ce sont les parents de nos élèves* ». Du côté des cheminots, on s'inquiète de l'ouverture à la concurrence pour les TER, des pertes d'emploi. « *Aux gares de Calais et Fréthun, c'est entre 5 et 10 suppressions de postes* », s'indigne Emmanuel Duflos, secrétaire général CGT.

Les manifestants ont demandé à être reçus par Natacha Bouchart, maire de Calais. En vain. Plusieurs syndicalistes ont pris la parole. Ils dénoncent les licenciements et réclament des revalorisations salariales. La quasi-totalité des manifestants portait le masque jusqu'à la fin du rassemblement, qui s'est achevé un peu avant 11 heures. Les syndicats réclament aussi une table ronde avec le préfet pour évoquer l'avenir dans le bassin d'emploi du Calaisis.

Le virus est un prétexte à de nombreuses mesures antisociales, à des licenciements.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)